

## Après cinq années d'Intifada

### Les Palestiniens de l'intérieur face à la conférence de paix

Jean-François Legrain\*

CINQ années de soulèvement, la proclamation de l'État de Palestine et le lancement d'un processus de négociation israélo-arabe n'ont pas manqué de susciter une profonde recomposition de la scène politique des territoires occupés par Israël depuis 1967, recomposition articulée autour de trois processus. Le soulèvement, comme irruption de la résistance violente et généralisée contre l'occupation, peut, tout d'abord, être analysé en termes de transfert vers l'intérieur de l'initiative politique auparavant monopolisée vers l'extérieur : avec l'intifada, en effet, la population de Cisjordanie-Gaza s'est constituée, sous la direction du Commandement national unifié du soulèvement (CNU), en menace directe de l'ordre de l'occupation, récupérant alors l'initiative politique jusque-là abandonnée aux instances palestiniennes de l'extérieur ; après une étape intermédiaire qui fait suite à la proclamation de l'État de Palestine de novembre 1988 durant laquelle l'OLP-Tunis retrouve l'initiative diplomatique, les exigences mises par Israël à sa propre entrée dans le processus de négociation (exclusion de l'OLP en tant qu'organisation pour mieux refouler la question des réfugiés) ne feront qu'asseoir ce transfert. Dans sa diachronie, le soulèvement peut également être analysé en termes de renforcement de l'*establishment* nationaliste des territoires occupés par sa réinsertion dans des réalités qui, en première étape, l'avaient écarté ; en rompant

---

\* CNRS-CEDEJ (Le Caire).

avec les vingt années précédentes, le soulèvement et ses commandements clandestins marginalisaient le *leadership* de l'occupation normalisée ; mais en réclamant un processus diplomatique, le CNU le réintroduisait en première ligne du champ politique, le faisant alors bénéficier de la légitimité attachée au combat qu'il incarne. Le soulèvement, enfin, peut être perçu comme le vecteur qui aura servi à l'intégration de l'islamisme palestinien sur la scène politique de l'intérieur ; en s'impliquant par des actes dans la résistance anti-israélienne, les Frères musulmans gagnaient la légitimité politique qui leur manquait jusque-là ; en maintenant la revendication de la libération de la Palestine tout entière, ils devenaient alors le pôle organisationnel désormais légitime de l'opposition au processus de négociation en cours.

*Transfert de l'initiative politique  
de l'extérieur vers l'intérieur*

En explosant, impulsé par les opérations des Brigades du Jihad islamique, le soulèvement avait constitué une rupture radicale avec l'occupation normalisée, « gérée » par l'OLP, même s'il était le fruit de l'intense travail de mobilisation opéré par la centrale palestinienne tout au long de ces vingt années. Les conditions de l'émergence du CNU, qui a formalisé les grandes lignes de la stratégie de l'intifada, témoignent, en effet, de cette fracture/continuité. « Coalition de combat » des quatre grandes organisations membres de l'OLP (Fath de Yasser Arafat, Front populaire de libération de la Palestine-FPLP de George Habache, Front démocratique-FDLP de Nayef Hawatmeh et Parti communiste palestinien-PCP), le CNU est l'instrument d'un double processus de dépossession de l'initiative politique : l'intérieur au détriment de l'extérieur, les clandestins de second rang au détriment de l'*establishment* de Jérusalem<sup>1</sup>.

A l'image du soulèvement (en tant que violence généralisée contre l'occupation), le CNU est né hors des cercles de décision des instances dirigeantes de la centrale palestinienne, tant de l'extérieur que de l'intérieur, bien que faisant de son allégeance à l'OLP la base de sa revendication de légitimité. L'historiographie de cette naissance

---

1. Sur l'historiographie, le mode de fonctionnement et les revendications du CNU, voir Jean-François Legrain, *les Voix du soulèvement palestinien, 1987-1988*, édition critique des communiqués du Commandement national unifié et du Mouvement de la résistance islamique ; traduction française en collaboration avec Pierre Chenard, Le Caire, CEDEJ, 1991, 736 p. ; voir également Zeev Schiff et Ehud Ya'ari, *Intifada. The Palestinian Uprising Israel Third Front*, New York, Simon and Schuster, 1990.

laisse, en effet, apparaître le rôle prépondérant d'une famille – les Labadi – où frères et belle-sœur militaient entre Gaza et Ramallah dans les rangs du FDLP (tendance Hawatmeh), comme d'un petit noyau Fath ; dans l'ignorance l'un de l'autre, chacun avait émis les premières directives d'une structure unifiée qui n'existait pas encore avant de se rencontrer et de jeter les bases du CNU.

Parvenant à imposer ses mots d'ordre de rupture avec toutes les structures de la normalisation interne (démission des maires nommés et de certains agents palestiniens de l'administration « civile » israélienne – policiers et agents du fisc) et externe (boycott des émissaires américains en visite à Jérusalem), et mettant en place les prémices d'une rupture de la dépendance économique (boycott des produits israéliens et construction de l'autarcie palestinienne), le CNU s'est très rapidement imposé comme le premier acteur du soulèvement.

Les instances dirigeante de l'OLP à l'extérieur n'ont pu que prendre acte de cette dépossession de l'initiative politique dont elles détenaient jusque-là le monopole ; durant de nombreux mois, elles devinrent sur la scène internationale le simple relais de traduction politico-diplomatique d'événements qu'elles ne contrôlaient pas directement et de revendications qui n'étaient pas toujours les leurs (rejet de l'hypothèse d'une délégation jordano-palestinienne dans une conférence de paix, boycott des émissaires américains en visite à Jérusalem, désobéissance civile radicale) ; parmi les revendications de l'intérieur certaines furent l'objet de divergences, l'extérieur n'est parvenu à bloquer que l'appel à la démission adressé aux députés palestiniens à la Chambre jordanienne. Au-delà de ces contradictions, intérieur et extérieur se retrouvaient dans une même fidélité aux objectifs ultimes de l'OLP : création d'un État palestinien indépendant aux côtés d'Israël à travers la tenue d'une conférence internationale sous les auspices de l'ONU ; comme à l'extérieur, les partisans nationalistes de positions plus radicales se retrouvaient associés au CNU sans toutefois avoir la latitude d'imposer leurs vues de façon durable.

La création de l'État de Palestine par le Conseil national palestinien (CNP) de novembre 1988 répondait aux aspirations de la majorité des Palestiniens de l'intérieur comme de celles des membres du CNU. Mais en déplaçant le centre de gravité du soulèvement du terrain de la mobilisation quotidienne dans les territoires occupés mêmes vers le champ politique international, l'intérieur clandestin redonnait à l'extérieur (et du même coup à l'*establishment* de l'intérieur, comme nous le verrons) un rôle de premier plan. Un subtil équilibre s'établissait alors entre une diplomatie tous azimuts de l'OLP-Tunis qui se revendiquait de l'urgence à répondre aux revendications de l'intérieur, et une intensification du soulèvement qui voulait manifester son soutien aux démarches de l'extérieur. Avec l'entrée dans le processus de

négociation, cependant, on observe un retour à la prépondérance de l'intérieur mais, cette fois, sur les injonctions israéliennes qui se refusent à négocier officiellement avec l'OLP ; il ne s'agit plus, en effet, du CNU clandestin, comme aux premiers temps du soulèvement, mais de l'*establishment* non seulement rétabli dans ses prérogatives de l'avant-intifada, mais renforcé de la légitimité déléguée par le CNU.

### *Marginalisation-renforcement de l'establishment nationaliste de l'intérieur*

Avec le soulèvement, tous ceux qui s'étaient fait reconnaître dans la décennie précédente comme les leaders de l'intérieur<sup>2</sup> ont été victimes du même processus de marginalisation que les instances de l'extérieur, source principale de leur légitimité : les plus jeunes membres de cet *establishment*, universitaires et journalistes de Jérusalem/Ramallah pour la plupart, comme les plus anciens, notables traditionnels qui avaient transféré leur allégeance de la Jordanie vers l'OLP, se retrouvaient n'être que des interprètes passifs de directives nées dans la clandestinité du CNU.

L'identité de ses membres étant inconnue du public, le CNU devenait l'hypostase du soulèvement, d'où l'éclat de sa légitimité ; instance de discours mobilisateur, il renvoyait directement aux fondements du nationalisme et court-circuitait la médiation de l'*establishment* nationaliste, se trouvant ainsi lavé de toutes les souillures nécessairement accumulées à travers les ans<sup>3</sup>. Créé par de jeunes militants à l'esprit indépendant, le CNU a su conserver assez longtemps son autonomie tout en sachant, à l'occasion, intégrer certains membres parmi les plus jeunes de l'*establishment*. Un jeu de participations tournantes lui permettait ainsi de se protéger de la répression mais aussi de profiter d'une certaine articulation sur l'*establishment* sans en être le prisonnier.

Ayant grandement participé à l'adoption par l'OLP de la décision claire de jouer exclusivement la carte du règlement diplomatique des

2. Voir Jean-François Legrain, « Le leadership palestinien de l'intérieur (Document Husayni, été 1988) », *Égypte-Monde arabe*, CEDEJ, Le Caire, n° 3, 3<sup>e</sup> trimestre 1990, p. 121-168.

3. L'un des signes de l'usure vécue par l'*establishment* à cette époque peut être trouvé dans le destin du mot d'ordre de désobéissance civile graduelle qui commencerait par le boycott des cigarettes israéliennes. Lancé au début de janvier 1988 par Hanna Siniora (rédacteur en chef de l'un des principaux quotidiens de Jérusalem qui avait été désigné par Yasser Arafat en 1985 comme un éventuel représentant palestinien dans une délégation jordano-palestinienne) et quelques autres leaders des « institutions nationales » proches de l'OLP, il avait alors été dénoncé par la base comme une tentative visant à détourner la jeunesse des affrontements de rue ; repris quelques semaines plus tard par le CNU, il est devenu l'un des piliers de la stratégie de l'intifada.

questions du Proche-Orient, le CNU ne pouvait ensuite que se soumettre à un certain nombre d'exigences émises par les États-Unis, en passe de devenir la seule puissance de la région, et transmises par l'intermédiaire de l'extérieur comme de l'*establishment* de l'intérieur ; ne pouvant dès lors qu'abandonner le principe du boycott des personnalités américaines de passage à Jérusalem, le CNU permettait aux leaders reconnus de renouer avec leur pratique de contacts réguliers avec les ténors de la scène politique internationale.

La récente conférence de Madrid comme les négociations bilatérales de Washington et multilatérales de Moscou peuvent être lues dans le cadre de ces processus de transferts de l'initiative politique. Sur les injonctions israéliennes entérinées par les États-Unis, les membres « actifs » des délégations proviennent en effet exclusivement de Cisjordanie et de la bande de Gaza ; cette consécration d'une primauté certaine de l'intérieur sur l'extérieur se fait, cependant, au profit non des concepteurs/acteurs directs du soulèvement mais de l'*establishment* nationaliste<sup>4</sup> ; marginalisé *de facto*, puis remis en selle par le CNU, le *leadership* « établi » peut dorénavant se revendiquer de la légitimité du soulèvement lui-même.

La personnalité du président de la délégation, le docteur Haydar Abd al-Chafi, suffirait à elle seule à manifester l'étendue des transferts de décision politique mais également la profondeur de l'enracinement des légitimités dont peuvent se réclamer les membres de la délégation. Le docteur Abd al-Chafi apporte la légitimité de la structure historique de l'OLP, dont il est l'un des fondateurs et membre du premier Comité exécutif, comme celle du patriotisme le plus éminent, ayant été emprisonné, assigné à résidence et même momentanément exilé ; il incarne ainsi les valeurs et l'histoire de l'OLP mais, face à ses instances de l'extérieur, c'est également celui qui avait revendiqué le droit de l'intérieur à l'autonomie de décision politique sur les questions propres aux territoires occupés ; l'OLP (alors située à Beyrouth) avait assimilé une telle revendication à une concurrence illégitime dans le *leadership* du peuple palestinien, et concouru à l'élimination de son porte-parole institutionnel, le Front national, mis en place sous occupation au tout début des années 1970 ; victime de cette mesure comme d'autres personnalités, Haydar Abd al-Chafi fut également marginalisé par l'extérieur (dominé par le Fath) du fait de sa proximité avec le parti communiste. Il n'en était pas moins la personnalité nationaliste centrale de toute la bande de Gaza, position qui le désigna tout autant à la vindicte des islamistes qui, à la fin des années 1970, furent empêchés de peu de s'en prendre à sa personne après

---

4. Parmi les délégués, rares en effet sont ceux qui n'occupaient pas déjà une place de leader avant l'intifada ; les « jeunes », en revanche, se trouvent dans les équipes techniques de secrétariat/traduction.

avoir incendié le siège du Croissant rouge dont il était (et demeure) le président, qu'à siéger avant le soulèvement dans la quasi-totalité des structures publiques ou clandestines issues des forces nationales de l'intérieur et faire partie des délégations invitées à s'entretenir avec des personnalités étrangères de passage. Président de la délégation palestinienne, il apporte ainsi l'authenticité d'un patriotisme reconnu sans faille, attaché à l'histoire de l'OLP mais libre de certaines de ses manipulations partisans.

Des impératifs de deux ordres ont guidé le choix des membres de la délégation : la couverture géographique exhaustive des territoires occupés et l'expression de l'ensemble des sensibilités politiques qui soutiennent la négociation. Chaque région de Cisjordanie et de la bande de Gaza peut, en effet, se reconnaître dans l'un ou l'autre des quatorze délégués<sup>5</sup>, à l'exception de Jérusalem tenu à l'écart par Israël<sup>6</sup>. Du point de vue politique, la délégation représente le « courant central » de l'OLP qui a trouvé sa cohérence autour des décisions politiques du CNP de novembre 1988 et qui, autour du Fath (huit délégués), groupe les proches du parti communiste (trois délégués), le courant Abd Rabbo du FDLP (un délégué), d'anciens notables proches de la Jordanie (un délégué) et des indépendants (un délégué). Les partisans du FPLP comme ceux de Nayef Hawatmeh au sein du FDLP, sans parler bien sûr des islamistes ( Hamas et Jihad) se sont d'eux-mêmes exclus de la délégation par leur condamnation des conditions dans lesquelles le processus s'est engagé.

Dans les limites de ces deux impératifs, géographique et politique, les modes d'accession au *leadership* manifestés par chacun des membres de la délégation sont tout à fait représentatifs de ceux qui ont présidé à la constitution de l'*establishment* des années 1980 auquel la majorité d'entre eux appartient. Ceux qui bénéficient d'un mandat électif municipal (tels Elias Freij, maire en exercice de Bethléem et Moustafa Natché, maire par interim destitué d'Hébron) ou associatif (tels Haydar Abd al-Chafi, président du Croissant rouge de Gaza, Freih Abou Midain, président de l'Ordre des avocats de Gaza et Zakaria al-Agha, président de l'Ordre des médecins de Gaza), sont en effet minoritaires alors que la moitié des délégués sont des chercheurs et enseignants

5. Hébron (Moustafa Natché et Nabil Jaabi), Bethléem (Elias Freij), Ramallah/Jéricho (Saeb Eraquat, Ghassan al-Khatib, Samir Abdallah et Nabil Qassis), à Naplouse (Mamdouh al-Akr et Sameth Kanaan) et Jénine (Sami Kilani) pour la Cisjordanie ; Gaza-ville (Haydar Abd al-Chafi) ; Khan Younis (Zakaria al-Agha) ; Bayt Hanoun (Abd al-Rahman, Hamad) et les Bédouins (Freih Abou Midain) pour la bande de Gaza.

6. En nommant dans sa délégation Rouhi al-Khatib, maire de Jérusalem exilé à Amman, et Walid al-Khalidi, universitaire résidant à Boston, la Jordanie a intégré deux représentants de familles éminentes de Jérusalem ; résidant dans les territoires occupés, Fayçal al-Husseini et Sari Nusseibeth, issus de deux grandes familles de Jérusalem, n'ont pu venir à Madrid ou à Washington que dans le cadre du « Comité d'orientation » ; Hanan Achraoui, également originaire de Jérusalem, fait fonction de porte-parole de la délégation sans en faire partie.

des universités, souvent journalistes à leurs heures<sup>7</sup>, promus au *leadership* par cooptation. Conformément à d'anciennes caractéristiques de l'élite politique palestinienne, les chrétiens sont surreprésentés avec la présence dans la délégation de deux d'entre eux (Nabil Qassis et Samir Abdallah<sup>8</sup>) ; l'absence de réfugiés des camps, enfin, renvoie également à un trait commun des diverses structures de *leadership* mises en place dans les territoires occupés depuis 1967.

S'il s'agit bel et bien du retour sur le devant de la scène politique de l'*establishment* nationaliste des années 1980, le soulèvement y a néanmoins porté sa marque : l'extrême fragilité des espoirs liés au processus en cours face à l'étendue des aspirations populaires exige de l'intérieur comme de l'extérieur de perpétuelles consultations de leur base. Dans les deux cas, apparaît une sorte de synthèse d'un processus historique où des acteurs d'expérience, passés au feu de la marginalisation sous la pression populaire, retrouvent une place soumise cette fois aux conditions d'un retour périodique devant l'opinion publique, conditions qui ne sont pas, d'ailleurs, sans rappeler celles du processus démocratique. L'urgence de telles consultations et l'importance du risque engagé par les partisans de la négociation sont à la mesure de la pression exercée par les opposants au processus que le Mouvement de la résistance islamique Hamas a su fédérer. Avec Hamas, en effet, le courant central de l'OLP se trouve confronté à la réalité d'une indéniable légitimité politique de l'islamisme acquise avec l'intifada par faits de résistance anti-israélienne et à celle de la non-inclusion des islamistes dans les instances de l'OLP qui en fait non seulement un pôle d'opposition mais une alternative potentielle à l'OLP.

### *L'intégration des islamistes sur la scène politique de l'intérieur*

Le troisième trait des recompositions en cours est, en effet, l'intégration des islamistes palestiniens à la scène politique légitime de l'intérieur. Jusqu'aux tout derniers mois qui ont précédé l'explosion du soulèvement, l'islam avait rarement constitué la légitimation première de la lutte palestinienne de libération qui se menait alors au nom soit de l'internationalisme révolutionnaire soit du nationalisme arabe. En faisant de la réislamisation (autoritaire le plus souvent) de la société un impératif immédiat, prioritaire sur la lutte contre l'occupation qui, en bout de course, ne manquerait pas de tomber face

---

7. A la différence des notables des périodes antérieures qui étaient pour la majorité d'entre eux propriétaires terriens et industriels, ou avocats et médecins.

8. Il faut également mentionner Hanan Achraoui, porte-parole de la délégation.

à une société redevenue véritablement islamique, les Frères musulmans s'étaient barré le principal canal d'accès à la légitimité politique, d'autant plus qu'épisodiquement certains de leurs groupes de choc avaient pu participer à diverses rixes interpalestiniennes menées au nom de la lutte contre le communisme athée. Contenus dans les campus et les cercles associatifs religieux et caritatifs, ils constituaient pour beaucoup un simple objet de manipulations israéliennes visant à morceler la société palestinienne.

Traduisant par des opérations anti-israéliennes leur principe selon lequel l'occupation constituait un barrage à toute réislamisation, les Brigades et autre Mouvement du Jihad islamique rompaient avec le quiétisme marginalisant des Frères musulmans ; réconciliant patriotisme et religion, ils libéraient pour l'islamisme l'accès à la légitime politique attachée au patriotisme et jusque-là monopolisée par le nationalisme sous ses différentes formes. Victime d'une intense répression israélienne pour avoir constitué l'un des facteurs déterminants du processus qui avait débouché sur l'intifada, mais victime également d'un mode de fonctionnement groupusculaire, le Jihad islamique n'est, cependant, jamais parvenu à traduire en termes de croissance organisationnelle cette légitimité nouvellement octroyée à l'islamisme<sup>9</sup>.

Les Frères musulmans, au contraire, par une conversion radicale opérée dans les premières semaines du soulèvement qui les mènera à entrer dans les cercles de la résistance active à l'occupation tout en conservant, pour un temps encore, leur impunité acquise par une décennie d'abstention de toute activité anti-israélienne, tireront tous les profits de l'alliance entre la mobilisation patriotique et le discours religieux. La création d'une nouvelle organisation, le Mouvement de la résistance islamique Hamas, signifiait publiquement cette rupture avec un passé quiétiste ; tandis que, pour la première fois depuis des lustres, des militants se réclamant de l'islam se retrouvaient face à l'armée israélienne aux côtés des partisans de l'OLP, les communiqués de Hamas exhortaient à la lutte, à l'instar de ceux du CNU<sup>10</sup>. Dès l'été 1988, munis de leur nouveau label de patriote, les Frères musulmans n'ont eu de cesse d'obtenir, par une succession de mises en demeure sur le terrain, les reconnaissances formelles de leur entrée dans les cercles de la politique palestinienne légitime : après avoir obtenu auprès de l'OLP à l'extérieur comme du CNU à l'intérieur la ratification de son droit à convoquer des grèves générales et le respect

---

9. Voir Jean-François Legrain, « Libération de toute la Palestine et/ou État palestinien indépendant. Mobilisation islamiste et soulèvement palestinien, 1987-1988 », in *Intellectuels et militants de l'islam contemporain*, sous la direction de Gilles Kepel et Yann Richard, Paris, Éditions du Seuil, 1990, p. 131-166.

10. Hamas, cependant, n'a jamais transformé ses encouragements généraux en consignes détaillées de désobéissance civile radicale, abandonnant ainsi le rôle de premier acteur du soulèvement au CNU.

de ses mots d'ordre par les partisans du camp nationaliste en échange de la reconnaissance de la primauté du CNU dans l'établissement du calendrier général de mobilisation, Hamas obtenait deux ans plus tard de participer à tous les comités de prisonniers, connus pour être, dans chaque centre israélien de détention, les organisateurs de véritables écoles de la résistance à l'occupation ; trop exigeant, il échouait, cependant, à pareille époque à intégrer les rangs du CNP. Avec le retrait du FPLP et du FDLP dans l'attente des éventuels résultats attendus par l'OLP au bout de ses initiatives diplomatiques, maintenant sa revendication de la libération de la Palestine tout entière, Hamas devenait le seul pôle d'opposition organisationnelle active au courant central de l'OLP ; il renforçait ainsi le pouvoir mobilisateur de son discours religieux de la capacité attractive dont bénéficie toute opposition qui n'a pas à assumer la gestion quotidienne de l'initiative politique.

Très vite, en effet, par sa participation effective au soulèvement et la répression israélienne engagée contre lui à partir du printemps 1989, tous deux gages de la légitimité tant attendue, tandis que l'OLP échouait à obtenir des réponses concrètes et rapides à ses concessions politiques, Hamas est parvenu à agréger, autour de son noyau de militants décidés à se battre pour l'établissement d'une société islamique radicale, une frange de proches de l'OLP et d'indépendants, moins sensibles à l'aspect religieux des objectifs du mouvement qu'à la radicalité de son discours sur la Palestine ; tour à tour organe du radicalisme politico-religieux et porte-parole des exaspérés, Hamas est également parvenu, grâce à son passé fondamentaliste et pieux, à s'acquérir le soutien d'une partie des catégories les plus traditionnelles de la société proches jusque récemment encore de la Jordanie.

Le principe de sa légitimité politique étant acquis et l'étendue de sa capacité mobilisatrice étant prouvée, Hamas ne pouvait que devenir un élément incontournable de la scène politique de l'intérieur, partie prenante de toutes les élections professionnelles ou associatives dans les territoires occupés ; mais en ayant renoncé à son statut de simple association pieuse et de structure réunissant des militants fortement motivés, il devenait responsable devant son « électorat », dans l'impossibilité de demeurer éternellement l'ailleurs charismatique susceptible de guérir tous les maux de la désespérance. Intégration et responsabilité exigeaient donc de Hamas, d'une part, de pratiquer l'écoute de sa base et, d'autre part, de trouver au coup par coup le subtil dosage entre radicalisme idéologique et concessions tactiques nécessaires à l'élaboration de toute alliance électorale.

La guerre du Golfe a ainsi mis Hamas au défi de gérer la contradiction entre le maintien de ses financements traditionnels, qui impliquait de soutenir le Koweït et l'Arabie Saoudite, et la consolidation

de la faveur – encore récente – accordée par sa base massivement acquise à la cause anti-occidentale qu'était censé incarner Saddam Hussein ; après avoir condamné le principe de l'invasion du Koweït tout en réclamant l'examen favorable d'un certain nombre de revendications économiques irakiennes, le MRI a ensuite opté pour un quasi-silence sur la question du Golfe tandis qu'il s'investissait dans les questions palestiniennes internes aux territoires occupés ; face à la multiplication des actes de désespoir, alors regroupés sous le vocable de « guerre des couteaux », apparus, dans le sillage des tragiques événements de la mosquée al-Aqsa d'octobre 1990 au cours desquels dix-sept Palestiniens trouvèrent la mort et quelque cent cinquante autres furent blessés par l'armée israélienne, Hamas lançait ainsi une vaste opération de récupération des aspirations populaires à la radicalisation, tandis que l'OLP et l'*establishment* nationaliste ne pouvaient se permettre ni de cautionner ni de condamner de telles pratiques<sup>11</sup>.

Au sortir de la guerre, s'étant, par son silence conservé, semble-t-il, la quasi-intégralité de ses financements en provenance du Golfe face à des institutions nationalistes appauvries dans le sillage de l'OLP punie pour ses préférences irakiennes, et ayant épousé les aspirations populaires à une radicalisation du soulèvement face à un *leadership* nationaliste encore plus démuné que jamais devant l'absence de réponse internationale à ses concessions déjà anciennes, Hamas a, sans aucun doute, connu un sommet dans sa capacité à mobiliser des catégories sociales et politiques antérieurement antagonistes entre elles. Ses candidatures présentées en juin 1991 lors des élections à la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture d'Hébron comme les résultats du scrutin ont constitué un témoignage éclatant de l'étendue de cette capacité ; porté par la conjoncture de l'après-guerre non encore transformé en procession de négociation, Hamas a su s'acquérir le soutien des secteurs les plus traditionnels de la société hébronite comme celui des plus radicaux, emportant ainsi six des neuf sièges de la Chambre<sup>12</sup>.

Un léger recul islamiste se manifeste quelques mois plus tard alors que la population retrouve espoir avec la convocation de la conférence

11. Voir Jean-François Legrain, "A defining Moment: Palestinian Islamic Fundamentalism", in *Islamic Fundamentalisms and the Crisis*, sous la direction de James Piscatori, Chicago, The American Academy of Arts and Sciences, 1991, p. 70-87.

12. Élections du 18 juin 1991 ; 1 562 inscrits, 1 470 votants ; bloc islamique, 48,5 % ; bloc national, 45,4 % ; indépendants, 6 % des suffrages exprimés (chiffres approximatifs établis à partir de recoupements des données souvent contradictoires de la presse mais seules disponibles). Selon un interlocuteur hébronite, la liste islamique ne comptait que quatre militants actifs de Hamas aux côtés de six candidats simplement religieux et d'un proche du Parti de la libération islamique ; la liste nationaliste comptait quatre partisans du Fath, un pro-jordanien, un partisan du FPLP, quatre indépendants et un Frère musulman. Quatre grandes familles de la ville (dont les Naïché et les Quawasmeh, qui figurent parmi les plus importantes) avaient un de leurs membres dans chacune des deux listes ; les grandes familles religieuses (Tamimi et Muhtasib) avaient, quant à elles, boudé la liste nationaliste.

de Madrid ; le tassement des scores « religieux » ne constitue cependant pas, et de très loin, un effondrement. Lors des élections à la Chambre de commerce de la bande de Gaza, fief islamiste s'il en est, Hamas, en effet, n'emporte que trois sièges, les treize sièges restants allant aux nationalistes ; ce piètre résultat en nombre de sièges surprend l'opinion habituée à la « montée de l'islamisme » mais ne peut qu'être rapporté au mode de scrutin majoritaire sur des listes non bloquées ; s'il y a bel et bien eu échec de la part de Hamas à maintenir son dynamisme de croissance de l'immédiat après-guerre, sa capacité à faire tenir ensemble secteur traditionnel et secteur radical de la population n'en a pas pour autant été affecté<sup>13</sup>.

Les élections à l'Union des diplômés d'Hébron manifestent un tassement des scores islamistes d'amplitude équivalente, cinq mois après la victoire de Hamas aux élections de la Chambre de commerce de la même ville, mais témoignent parallèlement, pour la première fois à un tel degré, de la réussite de l'intégration de l'islamisme à la scène politique palestinienne de l'intérieur<sup>14</sup>. Cette intégration semble, en effet, réussie sous ses deux aspects : capacité manifestée par Hamas à monter des alliances idéologiquement contre nature pour mieux jouer des rivalités tribales ou organisationnelles et acceptation de la part des nationalistes, y compris les tenants des positions les plus opposées à celle de l'islam politique, de traiter avec les islamistes comme avec n'importe quelle autre force politique de l'échiquier palestinien.

En menant à un transfert de l'initiative politique de l'extérieur vers l'intérieur dans une nouvelle coordination, au renforcement conditionnel de l'*establishment* nationaliste et à l'intégration de l'islamisme sur la scène politique légitime, le soulèvement s'est constitué en processus de synthèse, mais aussi de contradiction, et rarement les risques d'explosion n'ont été aussi importants. Par son investissement sans retenue dans le processus de négociation, le courant central de l'OLP a certes redynamisé le soutien qui lui avait été accordé lors de la proclamation de l'État de Palestine mais a, semble-t-il, sous-évalué le risque d'abandonner l'intifada, seul véritable garant de légitimité,

---

13. Élections du 4 novembre 1991 ; 1 714 inscrits, 1 479 votants, les chiffres publiés sont trop partiels pour établir des résultats détaillés fiables ; on peut évaluer le score du bloc nationaliste (dix Fath, deux CP, un FPLP, trois non identifiés, aucun des trois représentants de la gauche n'ayant été élu à un peu plus de 54 % des voix, le reste des voix étant répartis entre le bloc islamique et quelques candidats indépendants. Les partisans actifs de Hamas sont minoritaires dans la liste islamiste, aux côtés de religieux et de notables traditionnels.

14. Élections du 22 novembre 1991 ; 1 411 inscrits, 1 259 votants, deux listes se sont affrontées : une première coalition a regroupé autour de cinq partisans du Fath, trois indépendants (dont deux religieux) et un partisan de Hamas, tandis qu'une seconde liste plaçait sous la présidence d'un partisan du Fath en rupture de ban avec son organisation quatre partisans de Hamas, un religieux, un FPLP, un PCP et un indépendant. La compétition entre les présidents a donné 53 % à la tête de la liste Fath et 45 % à la tête de la liste Fath en rupture/Hamas/gauche ; huit membres de la liste Fath sont élus (à l'exception du candidat Hamas) et un membre de la coalition Hamas/Gauche (indépendant religieux).

entre les seules mains de ses opposants et des incontrôlés. Tandis que ni l'*establishment* nationaliste ni le CNU ne parviennent à juguler l'élimination des prétendus « collaborateurs » qui fait régner un climat de terreur en certaines régions<sup>15</sup>, le CNU voit de façon générale décroître sa capacité mobilisatrice au jour le jour du soulèvement<sup>16</sup> ; les heurts violents entre partisans et opposants de la négociation, emmenés par le Fath et Hamas, ont tendance à se multiplier, tandis que de vieilles rivalités tribales, régionales ou personnelles troublent le jeu de la constitution de certaines délégations envoyées aux diverses commissions de négociation. Cette extrême fragilité de la scène politique palestinienne de l'intérieur vient sans doute de la contradiction sous-jacente aux processus de sa recomposition. Le soulèvement, dans sa réalité brute, avait, d'une part, transféré la légitimité de l'*establishment* nationaliste à de nouvelles générations de leaders et avait, d'autre part, servi l'intégration des islamistes au champ politique légitime. Or, *de facto*, le processus de négociation exclut ces nouveaux venus. La légitimité des négociateurs ne peut certes en aucune façon être remise en cause ; elle procède de la symbiose avec le courant central de l'OLP de l'extérieur et de la délégation de pouvoir réelle d'une part encore majoritaire de la population des territoires occupés. Les négociateurs, pourtant, ne bénéficient que d'une marge de manœuvre extrêmement réduite face à des opposants dorénavant suffisamment légitimes pour assumer la succession en cas d'absence de résultats positifs rapides.

Jean-François Legrain

---

15. Selon des sources palestiniennes citées par l'AFP, le 9 décembre 1991, 373 Palestiniens ont été tués dans ces conditions depuis 1988, 513 selon l'armée israélienne.

16. Ses communiqués sont de moins en moins lus et certaines régions, comme Naplouse, manifestent périodiquement leur réticence à observer tel ou tel mot d'ordre.